

## QU'EST CE QU'UN « REVENU DÉCENT » ?

Quel est le revenu minimum pour vivre décemment ? Voilà une question majeure qui ne supporte pas de réponse stricte et figée.

En effet, comme on l'a vu dans la fiche précédente, il est très compliqué d'établir une liste des dépenses nécessaires ou incontournables. Même si une telle liste était possible à l'instant T, elle serait rapidement caduque du fait des évolutions sociales et ne vaudrait que pour un territoire bien délimité. On retrouve le symétrique de cette problématique dans la détermination d'un revenu minimum décent. En effet, pour calculer un revenu minimum décent, il convient de définir à quelles dépenses ce revenu doit permettre de faire face.

Le fait qu'un revenu minimum décent puisse se limiter aux moyens de survie est admis depuis bien longtemps. Il y a 200 ans, même un économiste libéral comme David Ricardo soulignait déjà que le salaire de subsistance ne pouvait se limiter à la satisfaction des besoins vitaux mais devait intégrer ce qui était devenu essentiel par la « force de l'habitude ». Ce que l'on considère comme le minimum pour vivre décemment est en constance évolution et dépend des normes sociales, des évolutions technologiques et économiques.

Pour estimer le revenu minimum décent aujourd'hui il est donc important de se placer dans un cadre précis, en l'occurrence pour nous, la France de 2022.

### Etude de l'ONPES<sup>1</sup>

L'étude la plus complète et la récente sur le sujet est celle commandée par l'ONPES sur les budgets de référence en 2014.

#### Méthodologie

L'Ires<sup>2</sup> et le Crédoc<sup>3</sup> ont mené l'étude pour l'Onpes. Ils ont réuni des citoyen-ne-s pour former des groupes de réflexion et de consensus pour « établir le contenu du panier de biens et de services nécessaires pour une participation à la vie sociale ». En effet, comme on l'a déjà signalé, il n'y pas de définition scientifique, stricte des consommations nécessaires à la partition à la vie sociale. Ces chercheur-se-s ont donc décidé de faire confiance à l'expertise des citoyen-ne-s, qui sont les mieux placé-e-s pour définir, selon eux, ce qui est nécessaire.

Ce qu'ont cherché à quantifier les équipes de l'ONPES c'est un « budget [qui] doit permettre de « disposer des ressources suffisantes, non seulement pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne (se loger, se nourrir, avoir accès à la santé...), mais aussi pour avoir la possibilité de **participer à la vie sociale** » ».

Les budgets de référence ont été établis pour des villes moyennes, les exemples pris étaient Tours et Dijon. Il est clair que les besoins en logement sont plus élevés dans des villes comme Paris. Plusieurs configurations familiales ont été étudiées (personne seule, couple sans enfant, couple avec enfants) et

<sup>1</sup> Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

<sup>2</sup> Institut de recherches économiques et sociales, au service des organisations syndicales

<sup>3</sup> Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

## FICHE 4 \_ Pouvoir d'achat, Inflation

avec des caractéristiques différentes (actif/retraité, propriétaire/locataire)

Voici le montant des budgets de référence déterminés par ces groupes d'experts citoyens :

### Les budgets de référence, biens supérieurs au Smic

Budgets de référence selon la configuration familiale et le type de logements (en euros)			
	Locataire parc social	Locataire parc privé	Propriétaire
Actif isolé	1424	1571	
Couple d'actifs sans enfant	1985	2133	
Famille monoparentale avec 2 enfants	2599	2830	
Couple d'actifs 2 enfants	3284	3515	
Retraité isolé	1569	1816	1150
Couple de retraités	2188	2437	1769

Comme on l'a dit, cette étude a été menée en 2014. Les prix ont augmenté d'un peu plus de 8% depuis cette date. De plus, comme on l'a dit, les besoins évoluent constamment. Cette étude devrait donc être réactualisée régulièrement pour coller à la réalité. Sans aucun doute, ces budgets seraient revus à la hausse aujourd'hui.

Cependant, même sans cette revalorisation des budgets de référence, on voit bien que les montants obtenus par ces groupes d'experts citoyens sont bien au-delà du Smic actuel et évidemment bien au-delà des différents minima sociaux<sup>4</sup>. Ils sont également loin du seuil de pauvreté à 60% qui est de 1063€ pour une personne seule en 2021.

Des millions de personnes, travailleur-se-s ou non, ne sont donc pas considérées comme pauvres au sens statistique mais ont pourtant

un niveau de revenu inférieur au revenu jugé minimum pour « participer à la vie sociale ».

### **Baromètre Drees<sup>5</sup>, une méthodologie limitée mais des résultats intéressants**

#### L'écart entre le smic et le minimum pour vivre ne cesse de croître (critique prime d'activité)

Chaque année, dans son [baromètre d'opinion](#), la Drees pose la question « Selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer AU MINIMUM un individu par mois (en euros) ? ».

Cette question est posée parmi des centaines d'autres et les répondant-e-s doivent répondre rapidement sans un temps de réflexion important. On pourrait donc discuter de la pertinence méthodologique d'un tel chiffre ;

<sup>4</sup> Sur l'urgence d'une hausse du SMIC, voir la [Note Eco](#) sur le SMIC

<sup>5</sup> Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques. C'est le service statistique du ministère des solidarités de la santé.

## FICHE 4 \_ Pouvoir d'achat, Inflation

quelques enseignements peuvent toutefois en être tirés.

En 2008, le minimum pour vivre était estimé dans l'enquête à 1332,4€ en moyenne pour une personne seule, tandis que le Smic net était de 1027,47€ à l'époque. Le minimum pour vivre était donc 30% au-dessus du Smic net.

En 2020, le minimum pour vivre (toujours selon l'enquête) était de 1775€ selon les français-e-s, le smic net était lui de 1219€. L'écart s'est donc élevé à plus de 45%. C'est également plus de 3 fois le montant du RSA pour une personne seule.

### Les plus pauvres, gaspilleurs et mauvais gestionnaires ?

Chaque année, la même ritournelle est sifflée par les « commentateurs » à l'occasion du versement de la prime de rentrée. Tous se relaient pour expliquer que les plus pauvres ne savent pas gérer leur argent et ne dépensent pas comme il le faudrait les primes qui leur sont versées, allant jusqu'à proposer de distribuer des coupons plutôt que de l'argent (on notera que personne ne réclame que les aides aux plus aisées soient versées sous forme de « coupons d'investissement »).

La sociologie nous démontre l'inverse<sup>6</sup> ; les ménages modestes gèrent leur argent au plus juste et sont bien plus regardant que les plus aisés. S'ils sont pauvres, et pour certains surendettés, ce n'est évidemment pas parce qu'ils dépensent trop mais simplement parce que leurs revenus sont trop faibles.

Lorsque l'on regarde les réponses des bénéficiaires de minimas sociaux, on s'aperçoit que selon les bénéficiaires du RSA, le revenu minimum pour vivre est de 1360€ pour une

personne seule soit 400€ de moins que la réponse moyenne pour l'ensemble de la population. C'est un indice supplémentaire pour prouver que les ménages modestes ne sont pas les dépensiers profiteurs dépeints sur les chaînes d'opinion.

C'est également un signe que ces ménages finissent par interioriser leur mode de vie limité aux besoins les plus élémentaires et ont fini par accepter leur exclusion des activités moins vitales mais pour autant essentielles pour une « participation à la vie sociale » comme décrite dans les travaux de l'ONPES.

Nous avons donc vu que pour appréhender le niveau d'un revenu minimum décent, la parole experte est d'abord la parole de celles et ceux qui ont un budget contraint. Ce sont les plus habitués à gérer un budget au quotidien. Quelle que soit la méthodologie, que les participant-e-s aient mené une réflexion poussée sur les budgets de référence ou bien qu'il s'agisse de réponses beaucoup plus spontanées, ces études concluent à un revenu minimum décent bien supérieur au Smic et aux minima sociaux. La revendication d'une hausse du SMIC jusqu'au SMIC CGT, la revalorisation des minima sociaux est la condition pour que des millions de personnes cessent de survivre et commencent enfin à vivre. Cela ne se fera pas sans rupture radicale avec le fonctionnement actuel du système économique.

---

<sup>6</sup> Denis Colombi, « Où va l'argent des pauvres. Fantômes politiques, réalités sociologiques », Paris, Payot, 2020, 300 p., ISBN : 9782228925419.